

LA CRISE ACTUELLE AU PORTUGAL : CONSEQUENCES SUR LES TENDANCES DEMOGRAPHIQUES ET LES POLITIQUES SOCIALES

Dulce PIMENTEL et Maria Cristina SOUSA GOMES

Depuis 2008 le Portugal vit une crise profonde, conséquence d'un processus qui a commencé avec la crise économique globale, qui s'est intensifié par la crise des dettes souveraines en Europe et s'est finalement aggravé en raison des mesures d'austérité imposées par la *troïka* (FMI, CE et BCE). À ces crises s'en ajoute une autre, la crise démographique, aussi grave et de plus long durée que les crises antérieures, tout en étant en lien avec celles-ci.

Au Portugal, la crise économique comprend trois phases : la première phase, marquée par le *crash* financier de 2008 dont les effets sont surtout économiques ; à partir de 2011, coïncidant avec la mise en œuvre d'un programme de politiques d'austérité, c'est la phase la plus aiguë, bien mise en évidence par la plupart des indicateurs sociaux et démographiques ; depuis 2014-2015 nous sommes en présence d'une troisième phase, où une légère récupération de certains indicateurs au niveau pré-crise peut être observée.

La crise et les politiques d'ajustement mises en place à sa suite, dominées par l'austérité, ont eu un effet important sur l'économie, l'emploi et la qualité de vie de la population portugaise. La montée du chômage, la hausse de la pauvreté et les ruptures sociales résultants des coûts d'ajustement ont créé un contexte particulièrement difficile et sans précédent dans l'histoire récente du Portugal²¹.

Du point de vue démographique, la crise se manifeste soit par un comportement de report²² soit par la reprise des solutions du passé, en l'occurrence l'émigration. Les indicateurs démographiques permettent de vérifier les effets des contraintes subies par la population mais, bien que depuis 2015 le contexte social soit moins défavorable, la croissance de la population portugaise reste négative, du fait d'une natalité qui reste très faible et de flux d'émigration importants.

²¹ D'après les conclusions du Conseil Européen de 10 et 11 décembre 2009, §6. La crise économique et financière [...] a provoqué le pire ralentissement économique que l'on ait connu en Europe depuis les années 30. À ce propos, A. Mateus (2015) a soutenu que l'économie portugaise est confrontée à une crise économique et sociale très profonde, caractérisée par la combinaison d'une crise de l'emploi et d'une crise d'investissement sans précédent dans l'histoire moderne de la société portugaise (p.14).

²² On constate une baisse de la fécondité, le retard de l'arrivée du premier enfant et moins de naissances suivantes, aussi bien que le retard du mariage.

La crise a entraîné une situation de grande vulnérabilité sociale et ses effets sur la société portugaise ont été multiples ; toutefois, la proximité des événements et la simultanéité des transformations, entre les modifications sociales déjà en cours et celles générées par le contexte de crise, obligent à une certaine prudence dans l'analyse des phénomènes.

Certes le recul dont on dispose et la disponibilité de plusieurs indicateurs permettent une meilleure appréciation des effets réels de la crise sur la société et la population.

1. Une récession économique dès 2008

Après une phase d'expansion qui dure jusqu'à la fin des années 1990 (entre 1995 et 2001 la croissance annuelle moyenne du PIB est de 3,9%, chiffre légèrement supérieur au taux moyen de la décennie précédente, soit 3,7%), l'économie portugaise entre, à partir de 2008, dans une période de récession et de crise. En à peine deux ans, le PIB passe d'un taux de variation annuelle de + 2,8% à la fin de 2007 à un taux de -2,98% en 2009. Ce taux atteint son point le plus bas en 2012, avec -4,03% (Figure 1). De manière générale, le taux annuel de croissance du PIB réel accompagne la tendance cyclique observée dans l'UE, enregistrant dans presque toutes les périodes de récession un nouveau resserrement de l'économie portugaise.

Jusqu'au premier trimestre de 2010, l'investissement public a eu un effet positif sur le PIB mais la hausse rapide des taux d'intérêt, la contestation sociale et la crise politique consécutive à la démission du premier ministre en mars de 2011 ont contribué à la détérioration de la situation économique. En mai de cette même année, le Portugal a dû recourir à un plan de sauvetage financé par trois entités - le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne, imposant un programme d'austérité pour trois ans. Ce plan de sauvetage de 78 milliards d'euros est mis en place après une décennie de stagnation de l'économie et de croissance de la dette (figure 2). Il est à noter que depuis le début de la crise, la dette publique portugaise a doublé, passant de 68% du PIB en 2007 à 130% à la fin de 2014, ce qui situe le Portugal au 5^{ème} rang des pays les plus endettés du monde (World Economic Forum, 2016-17). Malgré la réduction de l'endettement enregistré les deux dernières années, la valeur actuelle de la dette par habitant est de 24 000 euros.

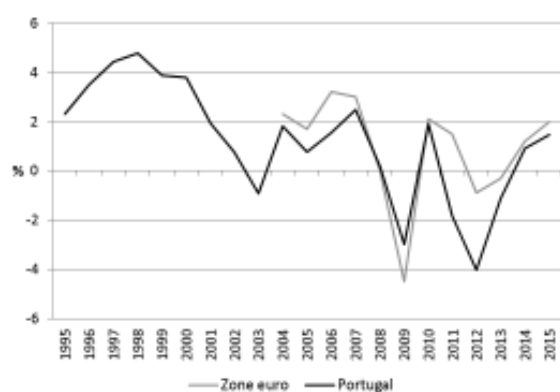


Figure 1. Évolution du Produit Intérieur Brut, Portugal, 1995-2015
Source : INE, 2016.

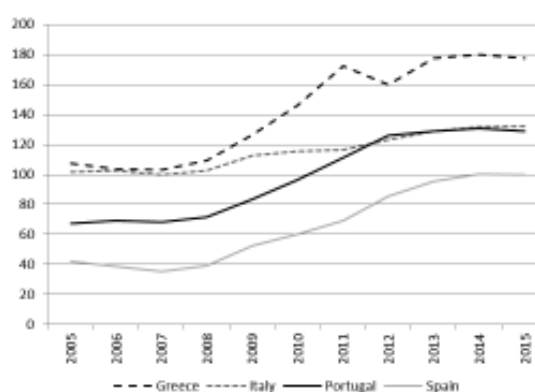


Figure 2. Dette publique brute en % du PIB
Source : INE, 2016.

Les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement sont bien connus : entre 2011 et 2013 les revenus du travail ont enregistré une réduction de 9,7% ; la consommation des

ménages a chuté au niveau de 2000 et il en est de même des taux d'investissement public et privé. Au premier trimestre de 2013, l'investissement net dans l'économie portugaise a diminué de 20%, reprenant son niveau de 1995 (Seixas *et al.*, 2015).

De 2009 à 2014 le revenu des portugais a enregistré une baisse de 12% (soit 116 euros par mois), mais les 10% plus pauvres ont perdu 25% de leur revenu dans cette période alors que les 10% plus riches en ont perdu seulement 13%. Et la crise a surtout touché les jeunes et ceux qui sont les plus instruits : les jeunes de moins de 25 ans ont subi une perte de revenu de 29%, ce qui est supérieur à la perte moyenne pour l'ensemble de la population ; pour les personnes ayant suivi des études supérieures cette perte atteint 20%, alors que pour les moins scolarisés (6 ans de scolarisation ou moins) la perte de revenu atteint 13%, mais les premiers ont généralement un revenu deux fois supérieur (Rodrigues *et al.*, 2016).

Le refroidissement de l'économie mondiale, la contraction des salaires et la modération de la demande intérieure ont eu un effet sur les prix dont la variation est passée de 2,5% à -0,3% entre 2007 et 2014. La déflation a un effet positif à court terme sur le pouvoir d'achat, mais quand elle se prolonge, elle tend à se traduire par des cercles vicieux récessifs, rendant plus difficile la gestion de la dette et, en même temps, stimulant des comportements qui limitent la dynamique entre l'épargne et l'investissement des familles et des entreprises (Mateus *et al.*, 2015). Cependant, d'autres indicateurs permettent de mieux visualiser les effets de la crise sur la population, comme l'évolution du taux de chômage et les indicateurs de pauvreté et de distribution des revenus.

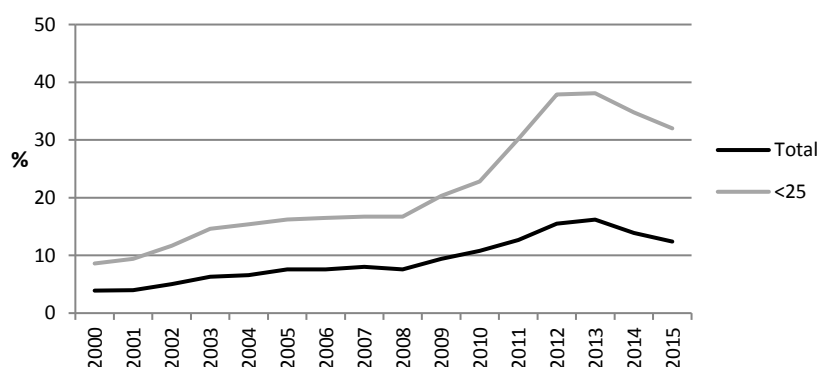


Figure 3. Taux de chômage (total et des jeunes), Portugal, 2000-2015.

Source : INE, 2016.

En ce qui concerne le chômage, une tendance à la hausse marque la période la plus récente : le taux de chômage du Portugal était l'un des plus bas d'Europe en 2000 (environ 4%). Il s'élevait à 8% en 2007 et à 16,6% en 2013 (figure 3). Le niveau de chômage le plus élevé est atteint justement dans le deuxième trimestre de 2013 lorsque que le taux atteint 17,8%, ce qui signifie plus d'un million de chômeurs. Pour les jeunes âgés de moins de 25 ans, le taux va jusqu'à 42,5% (Eurostat). Cette année-là le Portugal a eu le troisième taux de chômage (global et des jeunes) le plus élevé parmi les États membres de l'UE, juste derrière la Grèce et l'Espagne. L'année suivante, le taux a été ramené à 13,9%, ce qui représente un renversement de la tendance à la hausse observée toutes les années depuis 2001, à l'exception de 2008 où une légère baisse était enregistrée. En 2015 et 2016, le taux a encore baissé, passant à 12,4%, puis à 11,1%.

Généralement plus affectées par le chômage que les hommes, les femmes ont été touchées également par la crise. En 2010 le taux de chômage des femmes se situait à 11,9% (9,8% pour les hommes) et au cours des années suivantes ces taux se rapprochent (15,5% pour les femmes en 2012 et 15,6% pour les hommes). En 2015 et 2016, les taux de chômage se sont réduits mais ils sont légèrement supérieurs pour les femmes (12,7% en 2015 et 11,2% en 2016) alors que pour les hommes ils se situaient à 12,2% et 11% ces deux dernières années. Les différences sont significatives selon l'âge, le niveau d'études et la nationalité. Les taux élevés de chômage ont des effets sociaux très pernicioeux. Tout d'abord, parce que la persistance du chômage des jeunes a entraîné un flux migratoire parmi les jeunes adultes, dont une part considérable des diplômés et qui sont sans intention de retourner prochainement au Pays (Peixoto *et al.*, 2016) ; deuxièmement, parce que la majorité des nouveaux emplois sont temporaires et les salaires inférieurs à ceux d'avant 2008 ; ensuite parce que durant la crise l'accès aux allocations de chômage est devenu plus difficile et les montants des allocations se sont réduits et enfin, parce que l'endettement des ménages est très élevé et la perte d'emploi les a rendus plus vulnérables.

L'amélioration de la situation économique en 2015 et 2016 (taux de croissance de +1,4% par an) a permis la création d'environ 150 000 emplois, mais il y a encore 500 000 emplois en moins qu'en 2008 (INE, 2017).

L'évolution de la dépense moyenne des ménages reflète aussi la détérioration des conditions de vie conséquence du chômage et de la perte de revenus (Figure 4). Entre 2009 et 2014 le revenu des ménages a diminué de 5% au Portugal, tandis qu'en Europe il y a eu une augmentation d'environ 6,5% entre 2009 et 2013 (Rodrigues, Figueiras & Junqueiro, 2016, p.13). Cette diminution des revenus a été particulièrement forte chez les pauvres ; notamment pour les 10% les plus pauvres qui ont perdu environ 25% de leurs revenus, entraînant ainsi une augmentation du risque de pauvreté et un accroissement des inégalités sociales. Entre 2009 et 2014, à la suite de la crise et du processus d'ajustement, la pauvreté a augmenté au Portugal : en 2014, on compte 2,02 millions de pauvres, soit 116 000 personnes de plus qu'en 2009 (Rodrigues, Figueiras & Junqueiro, 2016, p. 13).

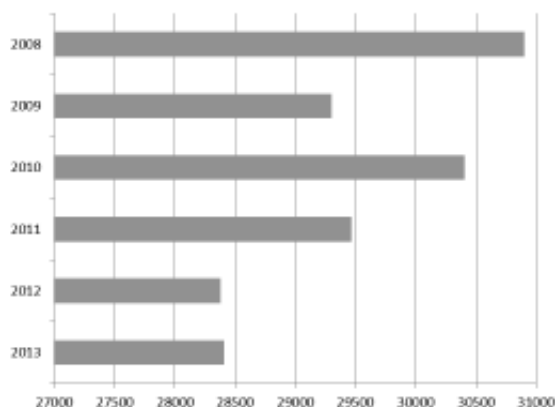


Figure 4. Dépense moyenne par ménage (en euros), Portugal, 2008-2013. Source : INE, PORDATA, 2015

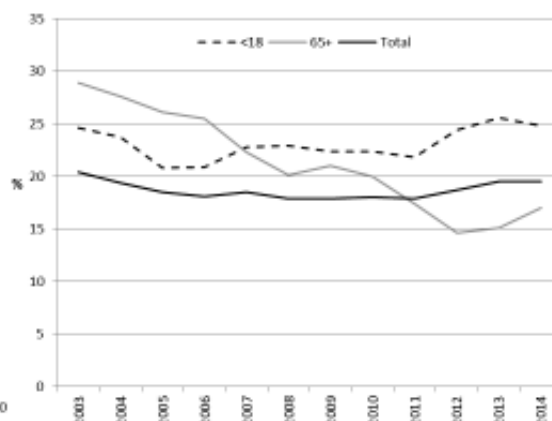


Figure 5. Taux de risque de pauvreté (total et par groupe d'âge), Portugal, 2003-2014. Source : INE, PORDATA, 2015.

Suite à cette détérioration des conditions de vie, environ un cinquième de la population est en risque de pauvreté. La crise a pénalisé tous les groupes d'âge, mais particulièrement les plus jeunes. En 2013 le taux de risque de pauvreté était de 25,6% pour la population de moins de 18 ans, contre 21,8% en 2011. Dans les familles monoparentales, le risque de pauvreté atteignait 38,4%. Les difficultés des ménages pauvres avec enfants se sont aggravées à partir de 2010 (figure 5 et tableau 1). A la suite de la modification des conditions pour accéder aux allocations familiales, environ 564 000 enfants n'ont plus bénéficié des transferts sociaux (*Público*, 27/10/2014). Pour les personnes de 65 ans ou plus, l'augmentation du taux de risque de pauvreté enregistrée à partir de 2012 est due essentiellement à la diminution des retraites.

L'analyse du coefficient de Gini, un indicateur utilisé pour mesurer les inégalités de revenu, permet d'observer une convergence entre le Portugal et l'ensemble de l'UE, entre 2005 et 2010, mais depuis 2010 les écarts se maintiennent (figure 6). La forte croissance des impôts et la réduction des revenus ont contribué à l'appauvrissement général de la population et à l'augmentation des inégalités : en 2015, le Portugal se place parmi les 8 pays européens les moins égalitaires du point de vue économique (figure 7).

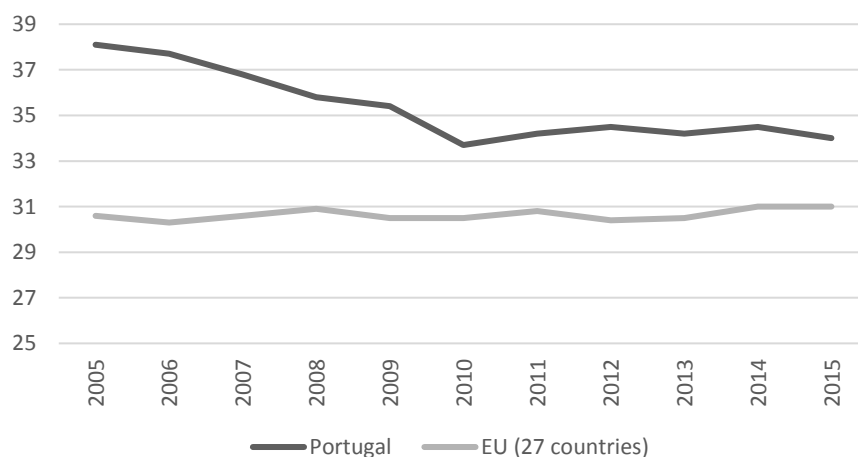


Figure 6. Coefficient de Gini, Portugal et EU-27, 2005-2015.
Source : Eurostat, 2016.

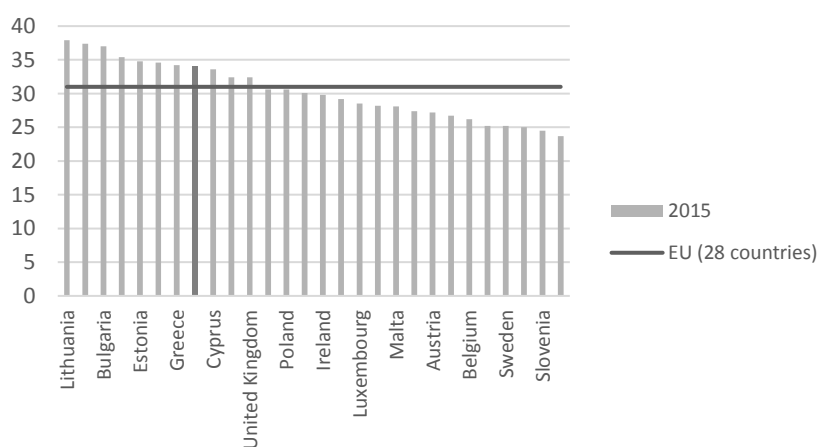


Figure 7. Coefficient de Gini, Portugal et pays de l'EU-28, 2005-2015.
Source : Eurostat, 2016.

Tableau 1. Indicateurs de pauvreté et d'inégalité des revenus, Portugal, EU-SILC, 2011-2014

Année	2011	2012	2013	2014
Taux de risque de pauvreté (60% du revenu médian), en %				
Avant transferts	45,4	46,9	47,8	47,8
Après transferts	17,9	18,7	19,5	19,5
Total, familles avec enfants	20,5	22,2	23,0	22,2
1 adulte et au moins 1 enfant	30,7	33,1	38,4	34,6
2 adultes et 1 enfant	16,2	16,0	15,4	13,7
2 adultes et 2 enfants	17,0	19,9	18,0	20,5
2 adultes et 3 enfants ou plus	41,2	40,4	38,4	37,7
Indicateurs d'inégalité des revenus				
Coefficient de Gini (en %)	34,5	34,2	34,5	34,0
Inégalité des revenus (S80/S20)	5,8	6,0	6,2	6,0
Inégalité des revenus (S90/S10)	10,0	10,7	11,1	10,6

Source : INE, EU-SILC, 2012-2015.

Le malaise social au Portugal se reflète également dans la baisse de la position relative du Portugal pour ce qui est de l'IDH. Le Portugal occupe actuellement la 43^{ème} position alors qu'en 2011 il occupait le 41^{ème} rang et en 2009 le 34^{ème} rang.

2. Effets de la crise sur les comportements démographiques

2.1. Diminution de la population portugaise

En 2010, l'état de crise économique au Portugal a eu des effets sur la dynamique de la population : la conjugaison de soldes naturels et migratoires négatifs a conduit à une diminution de la population. Cette diminution se prolonge jusqu'à nos jours, en contraste avec la tendance de croissance constatée, d'abord forte puis plus modérée depuis le milieu des années 1990. Cette diminution de la population a fait qu'en 2015, le total estimé de la population au Portugal se situe au même niveau qu'en 2001 (figure 8).

La diminution de la population est perceptible, tout d'abord au niveau de la population masculine dès 2009, tandis que la diminution de la population féminine ne se produit qu'à partir de 2011. Ce changement dans la répartition de la population selon le sexe, est en lien avec l'émigration.

Si l'on considère les composantes de la dynamique de la population, on constate un changement significatif au cours de la période 1990-2015. De 1990 à 2000, le solde migratoire a progressivement crû. Les premières années de la décennie de 1990 ont été marquées par un flux d'émigration significatif (un phénomène qui a fortement touché le pays au cours de son histoire) ayant entraîné une migration nette négative. Depuis le milieu des années 1990 la population du Portugal est entrée dans une période de croissance du fait de l'inversion des flux

migratoires avec des arrivées de plus en plus importantes d'immigrants. A partir de 2011, les départs en migration excèdent de nouveau le nombre d'arrivées et le solde net redevient négatif.

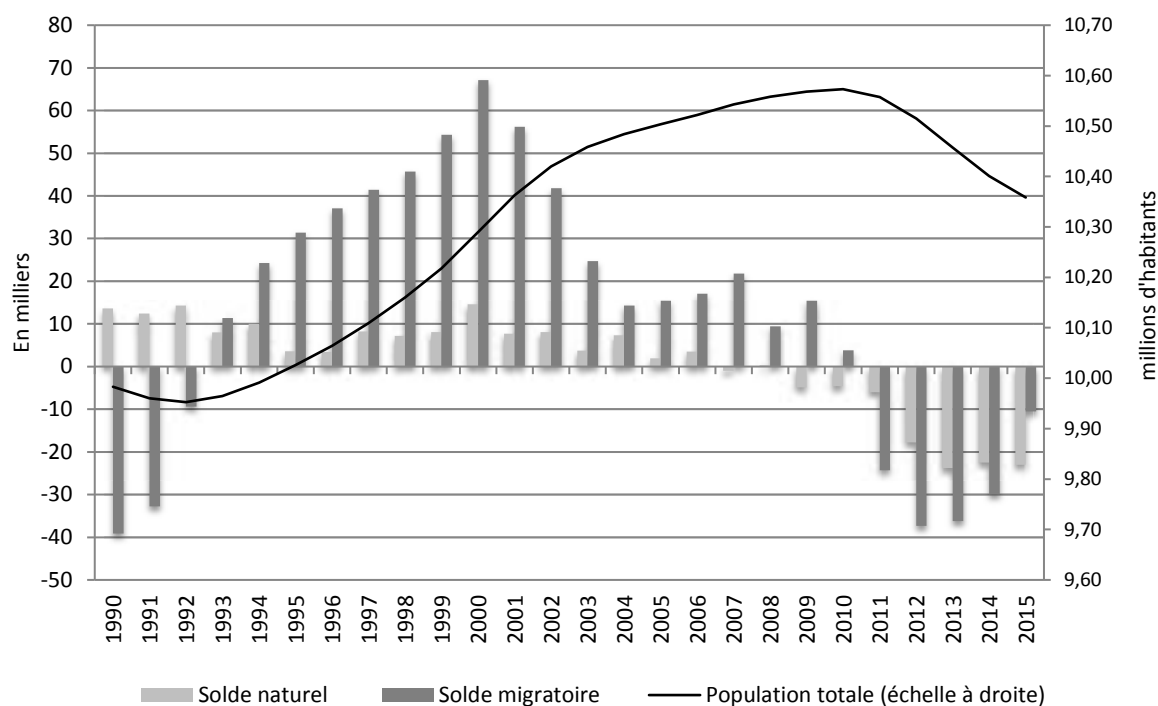


Figure 8. Évolution de la population et du solde naturel et migratoire, Portugal, 1990-2015.
Source: INE, 2016.

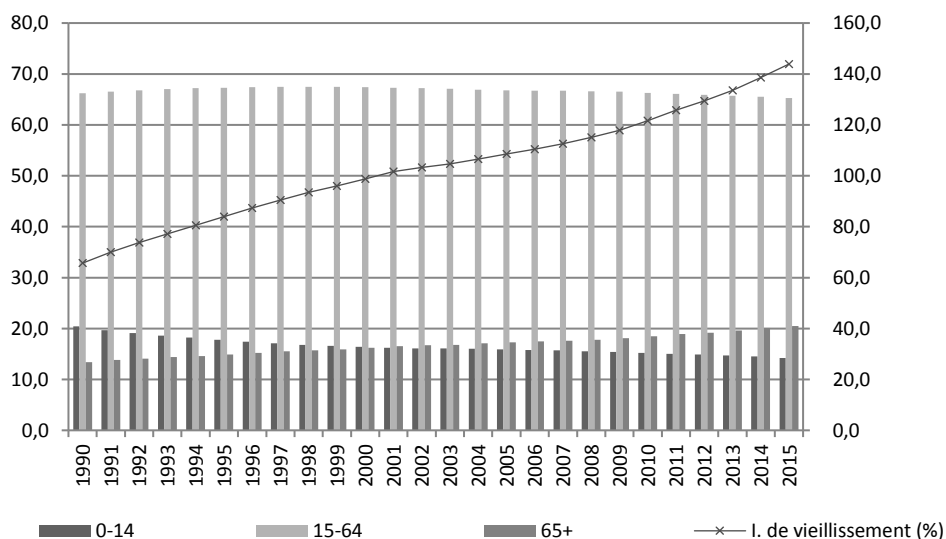


Figure 9. Evolution de la structure de la population 1990-2015.
Source: INE, 2016.

Pour ce qui est de la croissance naturelle, la fin des années 2000 en marque une diminution. À l'exception de l'année 2008, depuis 2007, le solde naturel est négatif, et sa baisse

s'intensifie depuis 2009. En 2015, bien que la diminution de la population persiste, elle est moindre que dans les années précédentes.

La situation de grande fragilité économique et sociale découlant de la crise a profondément touché la population. Les comportements démographiques laissent entrevoir une réaction de la population à ce contexte de crise, à travers des attitudes défensives, en particulier à travers du report de décisions personnelles importantes, concernant la fécondité ou l'émigration pour faire face à la vulnérabilité et au chômage.

L'ensemble de ces évolutions conduit à l'aggravation du processus de vieillissement déjà en cours. En 2015, le pays a « doublement vieilli », à la base et au sommet de la pyramide des âges.

2.2. Une évolution tendancielle des unions

Considérant l'année 1990 pour effectuer la comparaison de l'évolution de la conjugalité, il est possible d'observer la diminution du taux de nuptialité et l'augmentation du taux de divorce. Cette augmentation est particulièrement intense à partir des années 2000.

Plus récemment, après 2010, on note que le taux de nuptialité continue à diminuer, atteignant le niveau le plus bas en 2014 avec 3 mariages pour 1000 résidents. En 2015, on enregistre une légère augmentation de ce taux qui reste néanmoins à des niveaux inférieurs à ceux de 2008. En contrepartie, en 2010, le taux de divorce atteint les valeurs les plus élevées, diminuant légèrement en 2013, passant d'environ 2,6 à 2,2 divorces pour 1000 résidents (figure 10).

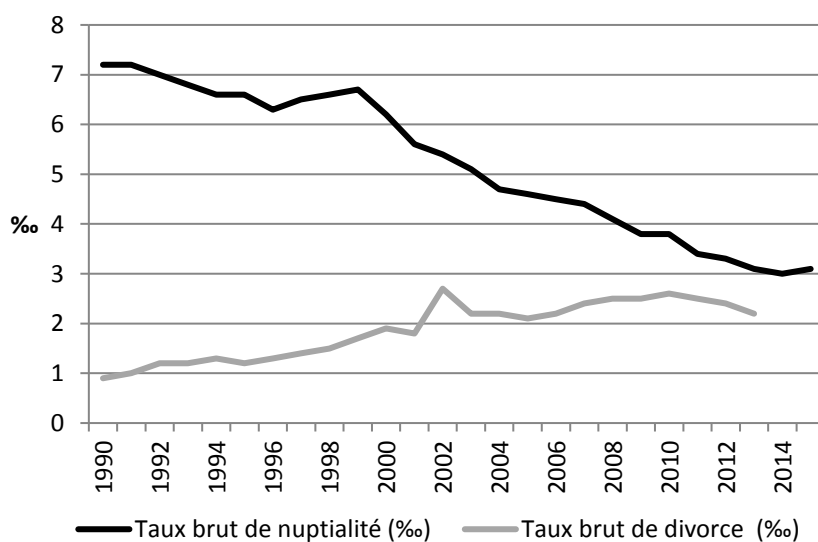


Figure 10. Taux brut de nuptialité et de divorce, Portugal, 1990-2015.

Source: INE, 2016.

Si globalement les mariages entre personnes de sexe opposé ont manifestement tendance à diminuer, en considérant les données disponibles, il semble que les mariages entre les personnes de même sexe augmentent. Toutefois, une légère baisse s'observe entre 2013 et 2014.

Il convient cependant de mentionner que les changements récents concernant la reconnaissance du mariage entre personnes de même sexe, limitent l'information disponible.²³

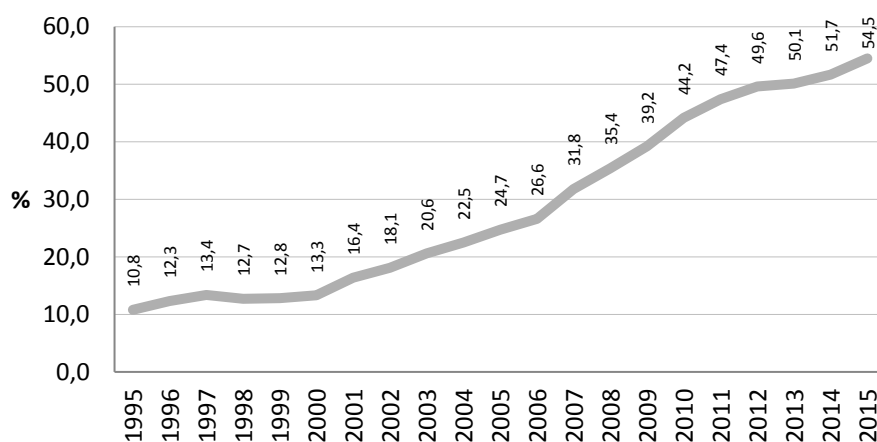


Figure 11. Proportion de mariages avec résidence commune antérieure, Portugal, 1995-2015 (%).
Source INE, 2016

En outre, il convient de souligner l'augmentation constante de la proportion de mariages survenus entre les personnes ayant eu au préalable une résidence commune. La figure 11 permet de constater que l'augmentation de ces dernières années est évidente, mettant l'accent à partir de 2013 sur le fait que pour environ la moitié des mariages, il y avait une résidence commune antérieure.

Dans ce contexte, les changements de styles de vie et notamment le report progressif de la formalisation des unions²⁴ s'est répercuté sur l'augmentation de l'âge moyen au premier mariage et de l'âge moyen au mariage en général. Malgré des fluctuations, on peut distinguer deux moments au cours desquels on enregistre des augmentations significatives : le premier à partir de 2001 et le second en 2009. Ainsi la détérioration des conditions de vie au Portugal a fait pousser le report du mariage qui arrive plus tardivement et se prolongera plus tardivement jusqu'en 2015.

L'évolution des mariages avec des individus de nationalité étrangère est également intéressante. Tout au long de la décennie 2000, il y a une progression qui s'atténue entre 2009 et 2011 (Figure 12). L'union conjugale est également marquée par des fluctuations des flux migratoires, plus précisément avec la baisse pendant les périodes de crise et la redéfinition des flux plus récemment, comme nous le présentons plus loin.

²³ Ce n'est qu'à partir de 2010 qu'il y a des données sur le mariage de personnes du même sexe. Celui-ci a été reconnu par la loi n° 9/2010 du 31 mai 2010.

²⁴ Selon les données d'Eurostat (enquête EU-SILC de 2017), le Portugal fait partie du groupe de pays, avec en tête Malte, l'Italie, la Bulgarie et l'Espagne, où la proportion de jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans habitant avec leurs parents est la plus élevée. Les jeunes Portugais quittent le nid, en moyenne, à 29,1 ans (en 2016 la moyenne européenne se situait à 26 ans) et le départ de la maison des parents a été reporté pendant les dernières années. Les questions culturelles ne sont pas les seuls motifs pour le retard de l'émancipation des jeunes au Portugal, car la famille tend à remplacer l'État-providence et leurs échecs dans les transitions à l'âge adulte, en ce qui concerne l'emploi et l'accès à l'habitation.

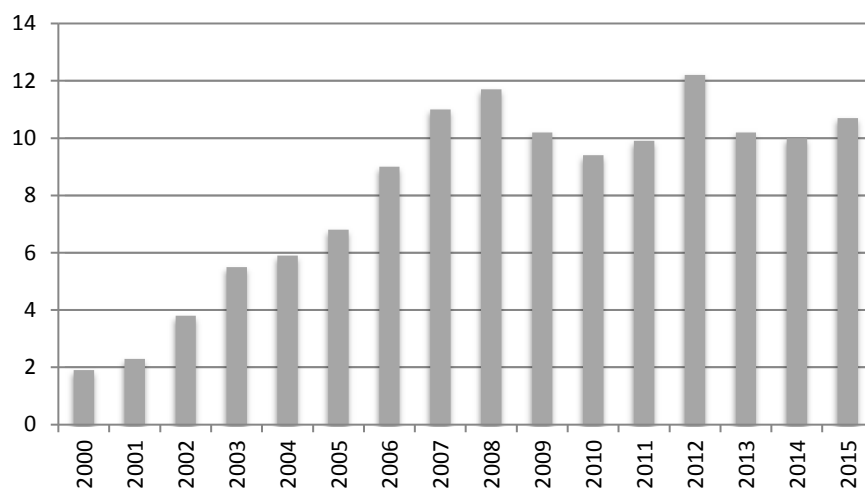


Figure 12. Proportion de mariages célébrés entre des individus de nationalité portugaise et de nationalité étrangère (pays extracommunautaires) en pourcentage, 2000-2015. Source: INE, 2016.

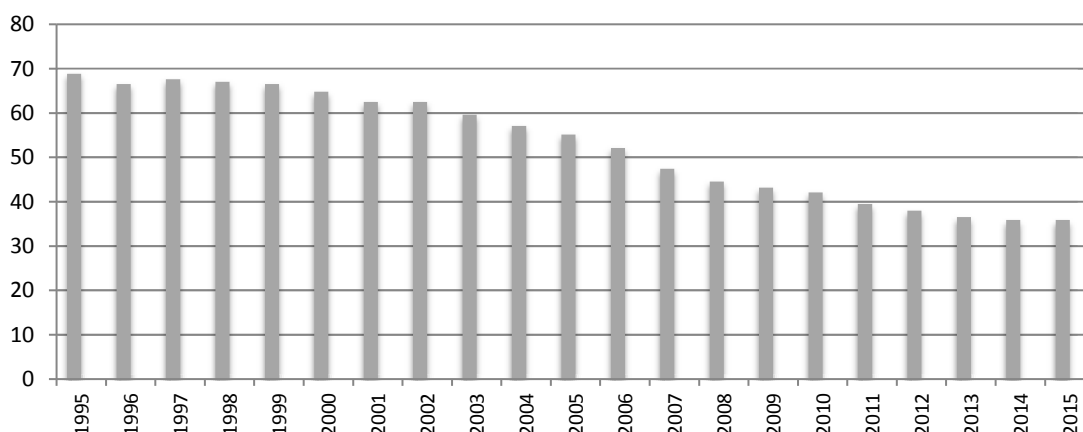


Figure 13. Evolution de la proportion de mariages catholiques, Portugal, 1995-2015. Source: INE, 2016.

Une autre caractéristique des transformations des formes de conjugalité découle de la diminution progressive de la part des mariages catholiques au cours des vingt dernières années. En 2015, les mariages catholiques correspondaient à environ 35,9% du total des mariages laissant entrevoir des modifications dans la matrice culturelle et religieuse du pays (figure 13).

2.3. Effets de la crise sur la fécondité

La fécondité, qui se situait déjà à un niveau très bas, diminue du fait de la crise pour atteindre la valeur de 1,2 enfant par femme en 2013. Bien qu'un léger accroissement se soit produit en 2015, en parallèle à l'amélioration de la situation sociale, la fécondité reste à un niveau inférieur à ceux enregistrés en 2009 et 2010. Dans l'enquête de 2013 sur la fécondité, les Portugais ont indiqué que les « coûts financiers associés à l'enfant » et la « difficulté à

trouver un emploi » étaient les principales raisons dans la décision de ne pas avoir d'enfants (Instituto Nacional de Estatística, Fundação Francisco Manuel dos Santos, 2013).

La crise a eu également des répercussions dans l'accentuation de la tendance des dernières décennies à un retard progressif de la maternité vers des âges de plus en plus élevés (Figure 14). Entre 2008 et 2015, l'âge moyen de maternité augmenta de 28,4 à 30,2 ans et la proportion de naissances de 1^{er} rang passa de 48%, en 2008, à 55% en 2014, dont plus de la moitié de femmes âgés de 30 à 34 ans.

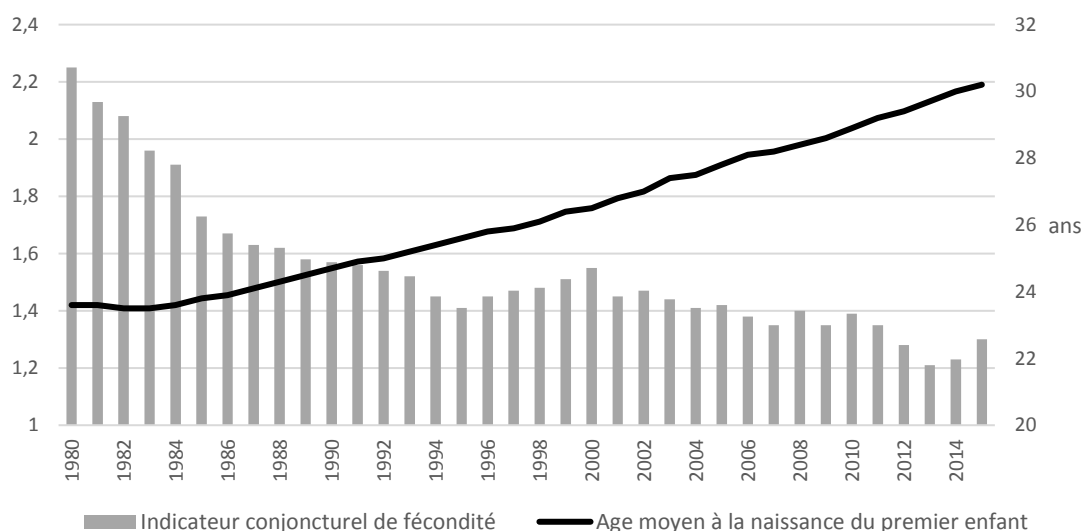


Figure 14. Indice de fécondité et âge moyen à la naissance du premier enfant, Portugal, 1980-2015.

Source: INE, PORDATA, 2016.

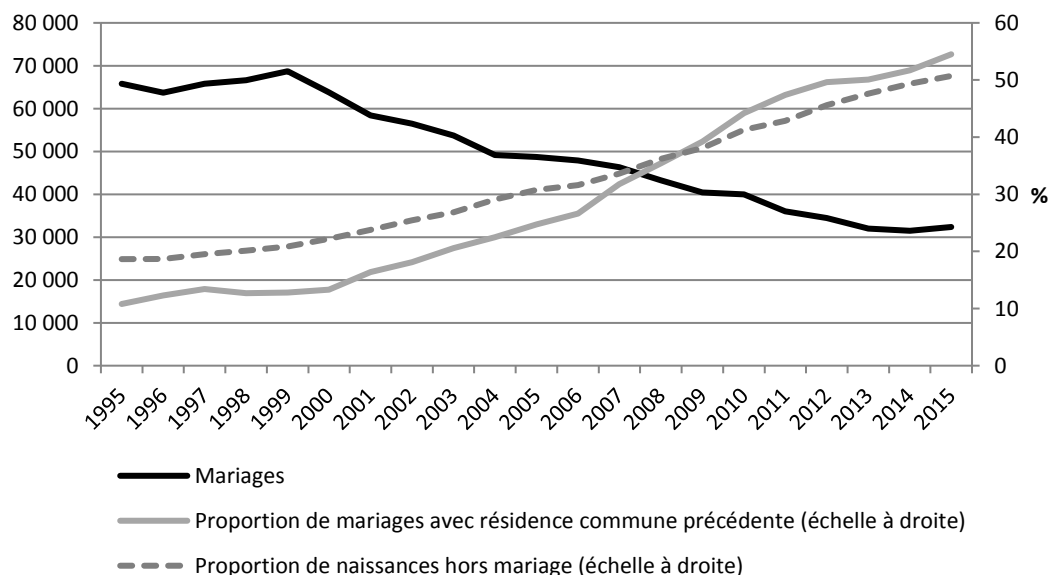


Figure 15. Naissances total et hors mariage, Portugal, 1995-2015.

Source: INE, 2016.

La diminution du nombre des naissances depuis 2000 a été accompagnée par l'augmentation des naissances hors mariage. Proportionnellement, les naissances hors mariage représentent une part importante et croissante du total des naissances, correspondant en 2015 à

près de la moitié des naissances (figure 15). Il convient encore de souligner l'augmentation de la proportion des naissances hors mariage sans cohabitation des parents.

La période de crise a accentué non seulement la diminution de la natalité et de la fécondité mais aussi le report des naissances. Il faudra cependant attendre un certain temps pour réaliser l'effet net de la récession sur la constitution des familles. Pourtant, au-delà de l'effet observé, la vulnérabilité s'est accrue avec la crise.

Tableau 2. Naissances au Portugal: total et par niveau de scolarité des mères.
Source INE, 2016.

Années	Niveau de scolarité						
	Total	Aucune scolarité	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Secondaire	Supérieur
1995	107 097	3 018	31 251	27 453	16 468	17 126	11 768
1996	110 261	2 611	29 028	28 523	18 626	18 227	13 228
1997	112 933	2 550	26 847	28 762	19 512	20 547	14 700
1998	113 384	2 111	23 929	29 299	19 802	22 185	16 048
1999	116 002	2 027	23 990	28 435	20 210	23 675	17 656
2000	120 008	1 717	21 870	29 973	21 350	25 548	19 539
2001	112 774	1 574	18 611	27 604	20 692	24 068	20 219
2002	114 383	1 341	16 084	26 890	21 306	26 068	22 684
2003	112 515	1 107	12 472	25 094	21 940	27 155	24 745
2004	109 298	1 140	10 566	23 233	22 126	26 733	25 497
2005	109 399	1 013	9 226	21 903	22 169	27 639	27 446
2006	105 449	870	8 462	19 610	20 983	27 342	27 931
2007	102 492	782	7 261	17 706	21 333	26 462	28 280
2008	104 594	644	6 271	16 461	22 641	27 811	29 244
2009	99 491	580	5 295	13 843	22 030	27 511	29 301
2010	101 381	616	4 794	12 541	21 950	29 180	30 754
2011	96 856	508	3 916	10 332	20 272	28 651	31 510
2012	89 841	470	3 174	8 493	18 225	26 505	31 245
2013	82 787	368	2 707	7 241	16 052	24 555	30 173
2014	82 367	373	2 398	6 312	15 728	24 491	30 578
2015	85 500	311	2 035	6 023	15 894	26 165	31 760

Devenir mère est une réalité se produisant chaque fois plus tardivement, particulièrement parmi les femmes ayant un niveau d'étude plus élevé. Ce sont les mères ayant une éducation de niveau supérieur et secondaire qui ont plus d'enfants (tableau 2). La crise est venue accentuer cette distribution. Situation relativement évidente par la possibilité d'associer les revenus les plus élevés aux niveaux de formation scolaires les plus élevés.

En fait, et comme le signale le Rapport de l'Observatoire de la famille et des politiques familiales, la situation de précarité sociale persiste dans le temps en raison de l'absence de mesures de soutien. Pendant la période de crise, les familles ont été affectées aussi bien par la suppression des aides que par l'augmentation des impôts et des charges fiscales (Observatoire 2016, p.14 et 15).

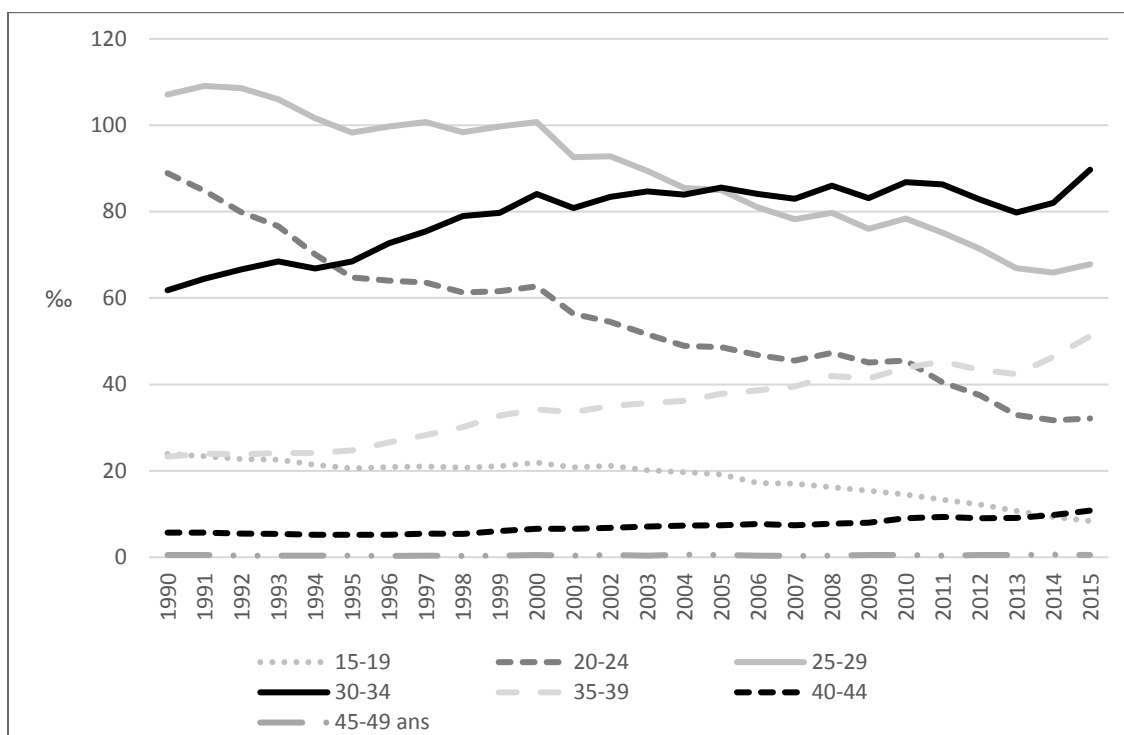


Figure 16. Fécondité selon les groupes d'âges, Portugal, 1990-2015.
Source: INE, PORDATA, 2016.

2.4. Une plus grande fragilité des ménages modestes

Les transformations démographiques et sociales ont conduit à la diminution progressive du nombre moyen de personnes par ménage au cours des dernières décennies. Le vieillissement de la population, la diminution de la fécondité et la hausse des ruptures des couples contribuent à la baisse de la taille moyenne des ménages qui en 2011, date du dernier recensement de la population, attendait 2,6 personnes (figure 17Figure 17).

D'autres indicateurs comme le type de ménage ou leur poids relatif ont suivi la même tendance. Les ménages unipersonnels et les ménages monoparentaux, constitués en majorité par une mère seule avec ses enfants, ont de plus en plus de poids. En revanche, les ménages complexes et ceux formés par un couple avec enfants sont de moins en moins représentés (Figure 18). En l'absence de données plus précises, notamment en ce qui concerne la cohabitation entre générations, on peut penser que les effets de la crise seront aussi visibles dans la recomposition des ménages. Face à la perte de revenus, au chômage de longue durée et à la perte de logement dû au non-paiement hypothécaire, ce sont surtout les ménages les plus modestes qui sont forcés de s'adapter plus rapidement aux conditions économiques devenues plus difficiles.

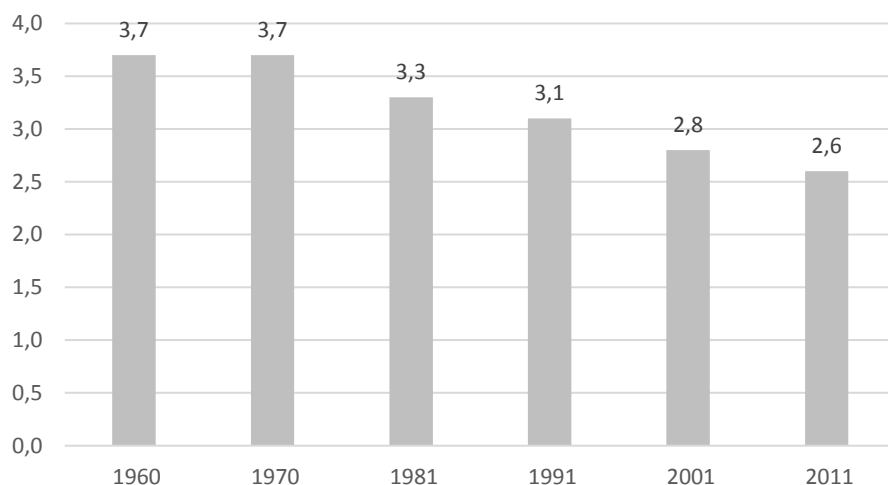


Figure 17. Taille moyenne des ménages, Portugal.
Source: INE, PORDATA, 2016.

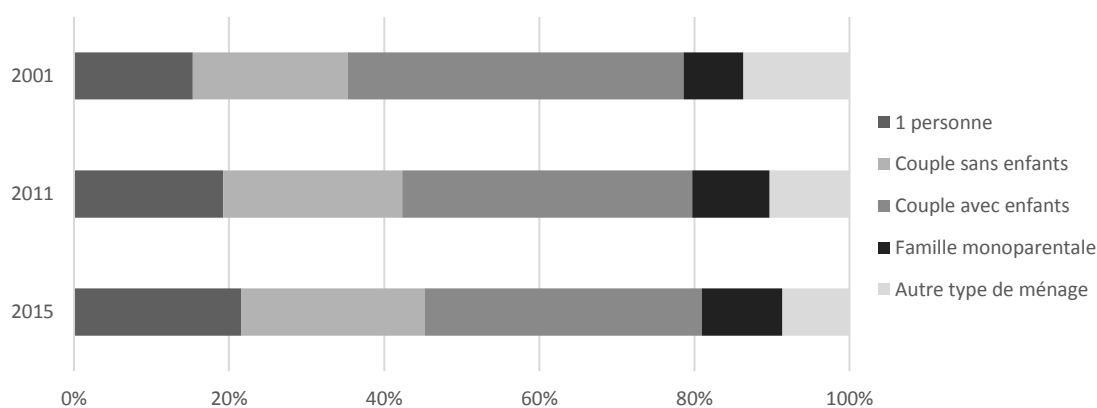


Figure 18. Ménages par type, Portugal.
Source: INE, PORDATA, 2016.

2.5. Un effet de la crise sur la santé difficile à mettre en évidence

Au Portugal comme ailleurs, la durée de vie augmente sur le long terme, que ce soit à la naissance ou pour les personnes âgées de 65 ans ou plus et ceci pour les deux sexes (figure 19).

En fait, l'évaluation de l'effet de la crise sur la santé des Portugais exige une certaine prudence. Dans ce sens l'Observatoire portugais des systèmes de santé note l'existence d'indices négatifs de la crise sur la santé des personnes mais sans possibilité de confirmation du fait du manque de données (OPSS 2016, p.30). Cet observatoire va plus loin, affirmant qu'« il paraît évident qu'il existe un effort manifeste que ce soit de la part de l'UE ou du gouvernement portugais, pour nier l'évidence de l'impact de la crise sur la santé des personnes et de ce fait, en le niant, éviter la discussion et en conséquences l'adoption de mesures de prévention et /ou de combat » (OPSS 2016, p.30). En ce qui concerne le système de santé, la réduction des dépenses a eu des effets au niveau des médicaments et des ressources humaines (OPSS 2016, p.33) qui a eu des conséquences sur la prestation de soins compromettant le bien-être de la population. Toutefois on ne dispose pas des indicateurs permettant une notion réelle

et complète de la diversité des impacts. Cependant, la distribution de classement de l'OCDE et la diminution de quelques points du Portugal dans ces classements révèle l'accroissement de la vulnérabilité de la population à la suite de la crise²⁵.

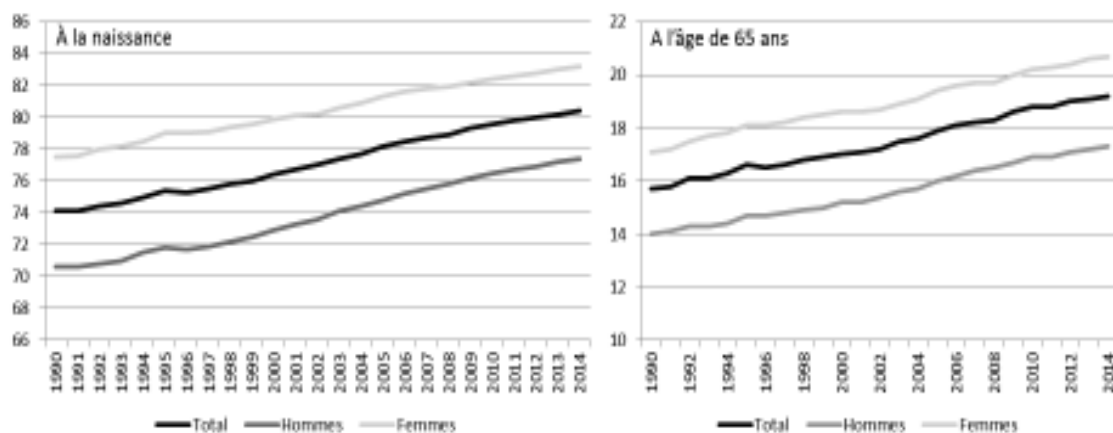


Figure 19. Espérance de vie (en années), Portugal, 1990-2014.
Source statistique: INE, 2016.

L'évolution des causes de décès résulte du vieillissement de la population, la prolongation de la vie accroissant la part des maladies dégénératives. Néanmoins, il y a également les changements dûs à la transformation épidémiologique, et encore ceux qui découlent des modifications de l'organisation des services de santé. D'où la nécessité de recourir à d'autres indicateurs pour suivre l'évolution de la santé et de la mortalité.

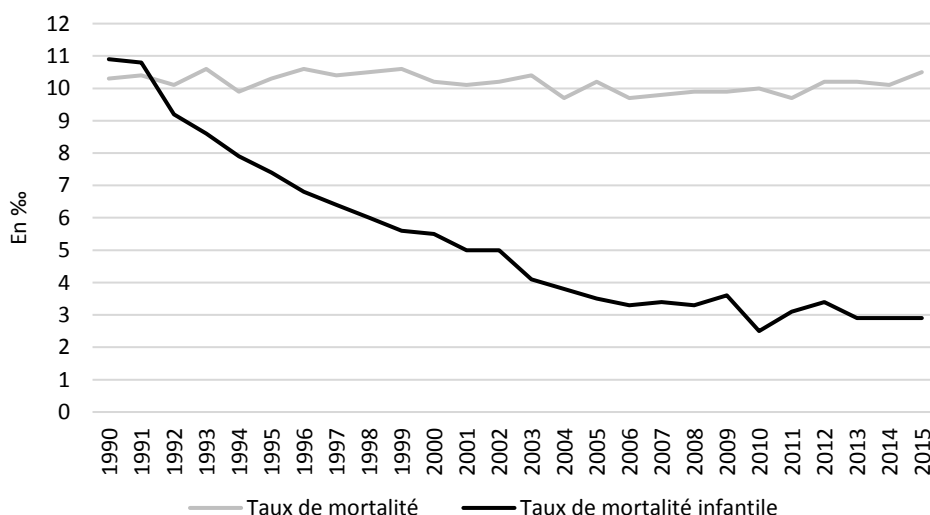


Figure 20. Taux brut de mortalité et taux de mortalité infantile 1990-2015.
Source : INE, PORDATA, 2016.

²⁵ Environ un million de personnes (10% de la population) n'ont pas accès aux médicaments prescrits par les médecins en raison de difficultés financières, selon le rapport de l'OCDE, *Health at a Glance 2017*. La moyenne des pays de l'OCDE est de 7,1%. Le Portugal est également l'un des rares pays de l'OCDE à réduire ses dépenses de santé d'environ 1,3% entre 2009 et 2016.

Le taux brut de mortalité reste stable autour de 10 pour 1000 et sa légère croissance depuis 2006 est surtout la conséquence du vieillissement progressif de la population²⁶ (figure 20). Par contre, les petites fluctuations du taux de mortalité infantile n'ont pas menacé la performance du pays en ce qui concerne le recul de mortalité infantile (60% entre 1995 et 2015), ce qui positionne le Portugal parmi les pays ayant la plus faible mortalité infantile (2,9 pour 1000, en 2015, la moyenne de l'UE28 se situant à 3,6 pour 1000).

Quant au suicide, l'interférence immédiate des facteurs contextuels n'est pas évidente. En effet, que l'on considère le taux de suicide ou les nombres de suicides au Portugal, il n'y a pas de progression sensible dans les années de crise.

2.6. L'intensification de l'émigration, réponse à la crise

Dans un tel contexte de crise, il est prévisible que la dynamique migratoire s'altère, par la diminution des flux d'immigration comme par l'augmentation des sorties de Portugais et d'étrangers. L'émigration est structurelle au Portugal²⁷, mais l'intensification des flux à partir de 2009 est fortement liée à la crise. On peut même dire que l'émigration est une réponse « naturelle » des Portugais, surtout des jeunes adultes, face à la forte hausse du chômage (réduction de 500 000 emplois) et au manque de perspectives d'avenir.

Les statistiques officielles indiquent qu'en 2012 le nombre de migrants portugais est trois fois plus élevé qu'en 2009. Et certaines études estiment qu'entre 2007 et 2012 environ 82 500 personnes ont quitté le Portugal chaque année, avec un maximum de 120 000 sorties en 2013 (Pires *et al*, 2016). Au cours de la période 2011-2014, le nombre total de sorties a été de 485 125. D'après les estimations pour les deux dernières années, il y aurait une stabilisation du nombre de sorties, mais avec un maintien à environ 110 000 chaque année (figure 21).

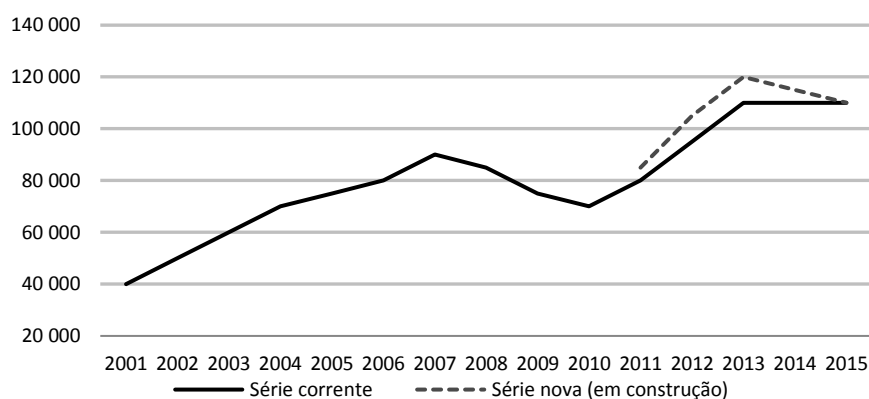


Figure 21. Estimation du nombre de sorties du Portugal entre 2001 et 2015.

Source : Observatório da Emigração, 2016.

La « nouvelle » émigration est marquée par des continuités, mais aussi par des ruptures avec les flux migratoires antérieurs. Les Portugais qui cherchent des opportunités d'emploi à

²⁶ Les décès de personnes âgés de plus de 64 ans représentent 85% du total de décès de 2016 (82,6% en 2010). Pendant l'hiver de 2016, la grippe a contribué à une surmortalité plus évidente dans la population plus âgée.

²⁷ «Le Portugal est actuellement le pays de l'UE avec le plus d'expatriés en proportion de la population résidente, environ 2 millions de portugais, soit 20% de leur population vit en dehors de son pays d'origine » (Pires *et al.*, 2016).

l'extérieur vont surtout dans d'autres pays européens et l'émigration temporaire²⁸ devient chaque fois plus significative (60% du total en 2015) ; l'émigration temporaire et circulaire²⁹ augmente, en particulier chez les migrants qui vont vers des destinations européennes.

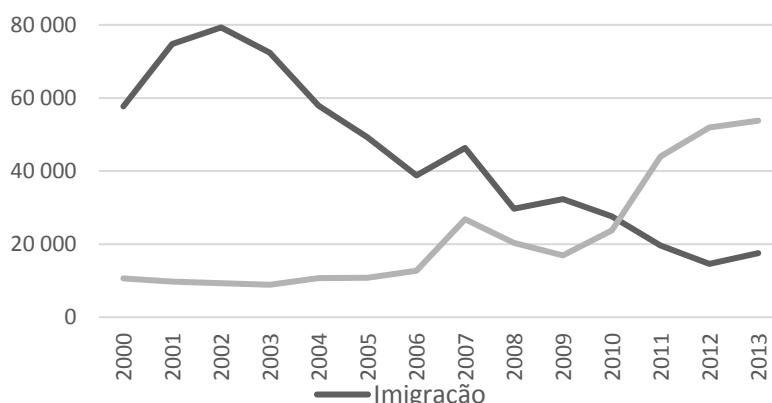


Figure 22. Flux d'immigrants et d'émigrants permanents³⁰, Portugal, 2000-2013. Source: Observatório da Emigração, 2016.

L'éclatement de la bulle immobilière en Espagne a provoqué une forte diminution de l'émigration portugaise vers le pays voisin. Le Royaume-Uni est devenu la destination principale des flux migratoires durant la crise. Entre 2010 et 2011 les entrées au Royaume-Uni se sont accrues de 35% et, depuis 2013, plus de 30 000 portugais y arrivent chaque année. La France continue à attirer des travailleurs portugais, bien que le nombre de nouvelles entrées soit plus modeste que celui enregistré au Royaume-Uni. Cependant, les 18 480 entrées enregistrées en 2013 représentaient 8% du total d'étrangers, les Portugais occupant le premier rang parmi les étrangers arrivés cette année-là en France.

Face au ralentissement des économies de l'Angola et du Brésil, il est prévisible que les flux migratoires vers ces pays diminuent.

Si les effets immédiats de l'augmentation des sorties des Portugais sont positifs du fait des transferts d'argent (3,3 milliard d'euros en 2015, soit près de 2% du PIB national), cette émigration représente une perte de capital humain et a un effet récessif sur la dynamique démographique. De plus, le vieillissement de la population laisse le pays plus vulnérable aux effets de la plus récente « vague » migratoire.

2.6. Un recul de l'immigration

L'évolution économique et sociale consécutive à l'adhésion du Portugal à l'Union européenne en 1986 a déclenché un changement radical en matière de migration. Pays

²⁸ Migration entreprise pour une période inférieure à un an avec l'intention de retourner dans le pays d'origine ou de poursuivre son voyage par la suite (Observatório da Emigração ; Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012). Dans ce texte, le nombre d'entrées portugaises dans les pays étrangers est, d'après les métadonnées de l'Observatoire de l'Émigration, utilisé comme indicateur du nombre de Portugais qui quittent le Portugal chaque année (émigration *outflow*).

²⁹ Répétition de mouvements de migration légale effectuée par la même personne entre deux ou plusieurs pays (Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012).

³⁰ Entreprendre une migration en vue de s'établir de manière permanente dans le pays de destination, ou dont le résultat est l'établissement permanent dans le pays de destination (Glossaire 2.0 Réseau sur l'asile et les migrations, EMN, 2012).

d'émigration par tradition, le Portugal est aussi devenu un pays d'immigration (Peixoto, 2004). Dans les années 1990 il y eut une augmentation progressive du nombre annuel d'immigrants, supérieur à 100 000 personnes par an. En fait, tout au long des années 1990, le nombre d'immigrants a presque doublé, passant de 107 767 en 1990 à 207 587 en 2000.

Entre 2000 et 2010, l'augmentation du nombre d'immigrants présents sur le territoire portugais est intense et va au-delà du doublement, atteignant 443 055, quoique le stock maximum ait été enregistré en 2009 (451 742 immigrants).

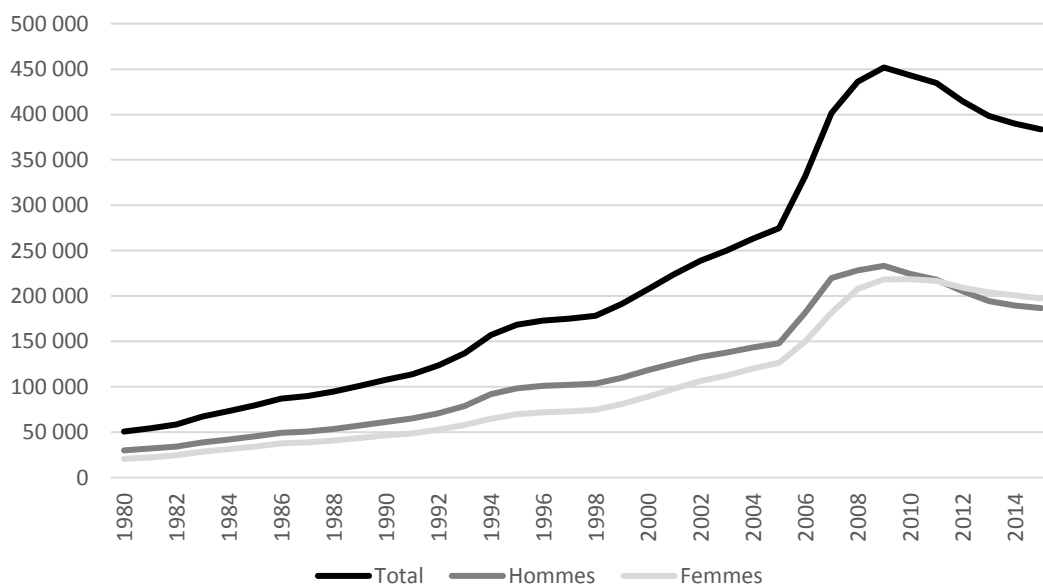


Figure 23. Population étrangère avec statut de résident légal, Portugal, 1980-2015. Source : INE, PORDATA, 2016

Par la suite, on observe une tendance au déclin. Cette diminution de l'immigration est liée aux difficultés économiques et sociales résultant de la situation de crise au Portugal. Sur la période 1990-2015 on peut donc distinguer trois cycles : le premier correspondant à l'émergence et à l'affirmation de l'immigration au Portugal, le deuxième à une intensification des flux et le troisième à la baisse liée à la crise avec reconfiguration des flux migratoires.

Sur cette dernière période, de 2010 à aujourd'hui, on constate la baisse du nombre d'immigrants. Tandis que l'Union Européenne connaît, entre 2010 et 2015, une croissance de la migration régulière, au Portugal la détérioration des conditions économiques et financières, conduit à ce que, en 2015, le nombre d'immigrants au Portugal soit proche de celui de 2006. Parallèlement, le profil des étrangers qui choisissent de résider au Portugal se modifie. On constate aussi des changements concernant les demandeurs de titres de séjour et de visas de résidence³¹.

³¹ Le visa de résidence (VR) est valable pour une période de 120 jours et est destiné à permettre, à son titulaire, l'entrée en territoire portugais. Le titre de séjour (AR) est valable pour un an.

Tableau 3. Population résidente étrangère par type d'ordonnance associé au titre de séjour (AR) * entre 2008 et 2014.

Année	AR d'activité professionnelle subordonnée	AR Titres résidence exercice activités indépendantes	AR Titres résidence activités de recherche ou hautement	AR Titres résidence étudiants enseignement supérieur	AR regroupement familial	AR permanente	AR exemption de visa de séjour	Autres**	Total
2008	24 329			4 913	33 596	62 813	28 625	286 001	440 277
2009	18 619			5 212	19 815	69 809	8 711	332 025	454 191
2010	11 404			6 728	12 432	65 250	7 903	341 545	445 262
2011	7 501			7 799	10 164	59 233	9 309	342 816	436 822
2012	8 493	398	534	10 275	7 485	54 393	8 737	326 727	417 042
2013	19 922	1 686	1 495	7 546	6 060	53 147	8 672	302 792	401 320
2014	24 664	2 560	2 426	7 007	6 135	56 093	7 386	288 924	395 195

Source : SEF, 2015.

Pour ce qui est des titres et visas de résidence on observe une réduction des attributions pour l'exercice d'activités professionnelles subordonnées, mais avec une légère reprise en 2014. Dans la même période, il y a une augmentation significative des titres de résidence liés à des activités indépendantes, augmentation plus significative en 2013 et 2014. L'accroissement du nombre des visas de résidence concernant l'activité indépendante et entrepreneuriale n'est pas aussi important. Les titres et les visas octroyés pour des activités de recherche ou hautement qualifiés enregistraient une augmentation dans les deux typologies. Le nombre d'étudiants étrangers a enregistré une augmentation, bien que la valeur maximale ait été atteinte en 2012. On doit encore souligner la réduction des autorisations de séjour/de résidence dans le cadre du regroupement familial et l'augmentation du nombre des visas pour les retraités, religieux et personnes ayant des revenus propres.

Les développements récents ont également apporté un changement dans la distribution des immigrants, avec une plus grande représentation des femmes au sein des immigrants depuis 2012.

Les estimations annuelles des immigrants permanents au cours des dernières années font apparaître une évolution de la répartition par âge : diminution de la proportion de jeunes, de 0 à 14 ans, et une présence accrue dans les flux migratoires d'immigrants plus âgés, en particulier de plus de 50 ans. Parmi les jeunes actifs, on trouve proportionnellement plus d'immigrants. Toutefois, dans les deux dernières années (2014 et 2015), il y a une tendance de rapprochement du poids relatif des deux groupes d'âge (15-29 ans et 30-49 ans). Cette répartition par âge, configure les changements qui se sont esquissés dans les profils associés au statut juridique des immigrants. L'arrivée d'étudiants, de chercheurs et des professionnels qualifiés comprend tendanciellement des immigrants plus jeunes.

Considérant la distribution des immigrants dans le pays, le plus grand nombre réside dans les municipalités du littoral et, parfois, à l'intérieur à savoir dans les municipalités avec des fonctions et des services administratifs, comme les chefs-lieux de district. On peut noter la présence d'immigrants dans une bande qui se prolonge entre les deux régions métropolitaines - Lisbonne et Porto, bien qu'au Nord leur présence soit moins significative dans la plupart des municipalités. Au Sud, elle est concentrée sur la bande littorale de l'Algarve. À l'intérieur, comme cela a déjà été mentionné, on remarque que les municipalités comprenant les plus grandes villes et/ou ayant plus d'activité économique attirent plus d'immigrants.

Quand on considère la proportion d'immigrants par rapport à la population résidente, on constate la plus forte concentration dans la région métropolitaine de Lisbonne et l'Algarve, où se trouve en fait un plus grand volume d'étrangers. Cependant, il y a également les municipalités du Centre et de l'Alentejo avec une proportion importante d'immigrants, correspondant aux municipalités qui attirent et retiennent les immigrants (figure 24 Figure 24). Toutefois, une recherche en cours de Fonseca *et al.* (2016) a démontré la grande mobilité des immigrants sur le territoire portugais.

Comme l'indique la carte suivante (figure 25), entre 2008 et 2014, parmi les 25 NUTS III de la partie continentale il n'y en a que 7 à variation positive du stock de la population d'origine étrangère au Portugal. Les régions les plus peuplées et plus dynamiques (Lisbonne, Porto et Algarve) ont subi un recul de la population étrangère pendant cette période. La crise a ralenti des nouveaux flux migratoires vers le pays et dans le même temps la situation économique très défavorable a poussé à quitter le territoire. Cependant, en Alentejo et dans le nord-est, les régions dont l'accroissement de population étrangère a été le plus significatif, les motifs de cette attirance sont divers. Alors que dans le sud cette augmentation est due au recrutement de travailleurs pour les exploitations agricoles, dans le nord-est c'est la contribution des jeunes poursuivant des études universitaires en provenance de plusieurs pays, en particulier africains, qui choisissent les établissements d'enseignement supérieur de la région³².



Figure 24. Pourcentage d'étrangers dans la population résidente au Portugal par municipalité en 2016.
Source statistique : SEF ; INE, 2017.

³² Les étrangers représentent 22% des près de 7000 étudiants de l'Instituto Politécnico de Bragança, une ville d'environ 22 000 habitants.

Jusqu'à 2010, l'immigration a contribué de manière décisive à la croissance de la population au Portugal, alors que la croissance naturelle y contribuait de moins en moins. De l'évaluation de la croissance de la population portugaise, entre les derniers recensements, 2001 et 2011, il ressort que plus de 90 % de la croissance totale est imputable à la composante migratoire. Depuis 2011, après l'affirmation de la crise au Portugal, la dynamique naturelle joue un rôle encore moindre.

La crise, au-delà des perturbations économiques, a déclenché une profonde crise sociale avec des comportements et attitudes plus défensifs ayant un effet profond sur la dynamique des populations. Une combinaison négative de la croissance naturelle et migratoire depuis 2011 a conduit à la diminution de la population portugaise.

La crise a également affecté les immigrants. Malgré la diminution du nombre d'immigrants présents dans la société portugaise, leur contribution est encore très importante. En raison d'une structure d'âge plus jeune que la population portugaise leur présence exerce un effet de rajeunissement de la population. Les immigrants contribuent aussi au maintien du taux de natalité. En dépit de la diminution, sur 1000 naissances, 8,4 se produisent chez des femmes de nationalité étrangère, alors que la population étrangère ne représente que 3,8% de la population totale.



Figure 25. Variation de la population étrangère au Portugal (2008-2014) par NUTS III (en %).
Source statistique : SEF.

2.7. Migrations internes

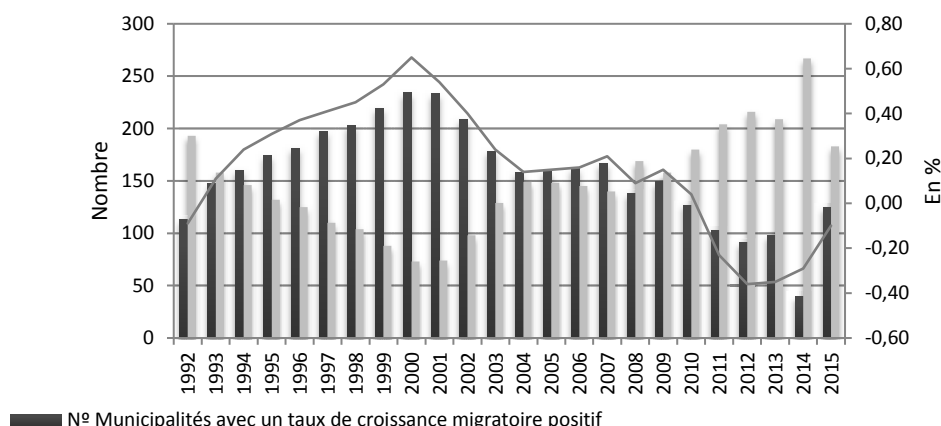


Figure 26. Évolution du taux de croissance migratoire par municipalité, Portugal, 1992-2015.
Source : INE

Sur les migrations internes l'information est très limitée, elle se réduit à celle détaillée dans le recensement. Malgré l'importance reconnue des migrations internes dans la dynamique de la population au Portugal, nous ne disposons pas d'autre source de données. En conséquence, on ne peut pas encore évaluer les effets de la crise au niveau des changements résidentiels dans le pays, quoiqu'il soit clair qu'en ce qui concerne les migrations, les effets sont perceptibles depuis 2010, mais plus intensément depuis 2011³³.

En considérant les contraintes mentionnées nous ne pouvons qu'avoir une idée approximative des effets territoriaux de la migration basée soit sur les soldes migratoires soit sur le taux de croissance migratoire. Ainsi, la comparaison de l'évolution du taux de croissance migratoire de 308 municipalités portugaises permet une approche de la diversité des effets de la mobilité et de la croissance dans les différents territoires (figure 26).

L'année 2011 marque une rupture ; depuis 2008 le nombre de municipalités ayant enregistré une perte de population est plus élevé que celui où était enregistré un apport de population (170 contre 138). Malgré un taux de croissance migratoire faible, en 2008 ce nombre était encore positif. Cependant, au cours des années 2011, 2012, 2013, 2014, plus de 200 municipalités (environ 60% du total des 308 municipalités) ont eu un taux migratoire négatif. En 2014 37 municipalités seulement n'ont pas perdu de population et en 2015, même si cet effet est moindre, le nombre de municipalités ayant perdu de la population (184) reste bien plus élevé que celles qui enregistrent une croissance.

L'évolution du taux de croissance migratoire montre une concentration territoriale. En 2015, les zones d'attraction sont constituées par le littoral sud dans l'Algarve et autour de la région métropolitaine de Lisbonne en s'étendant vers le Centre et jusqu'à la frontière avec l'Espagne (figure 27). Cette croissance migratoire suit les axes que constituent les principales autoroutes du pays (A1 et A8, A25 et A22). On note l'affaiblissement du pouvoir d'attraction que certains centres urbains de l'intérieur ont pu exercer. On peut se demander si la crise n'a pas eu un impact sur les activités qui stimulaient habituellement les économies locales.

³³ Au Portugal nous n'avons pas des données sur les migrations internes, c'est seulement à partir des recensements qu'il est possible d'avoir des données indirectes et partiales.

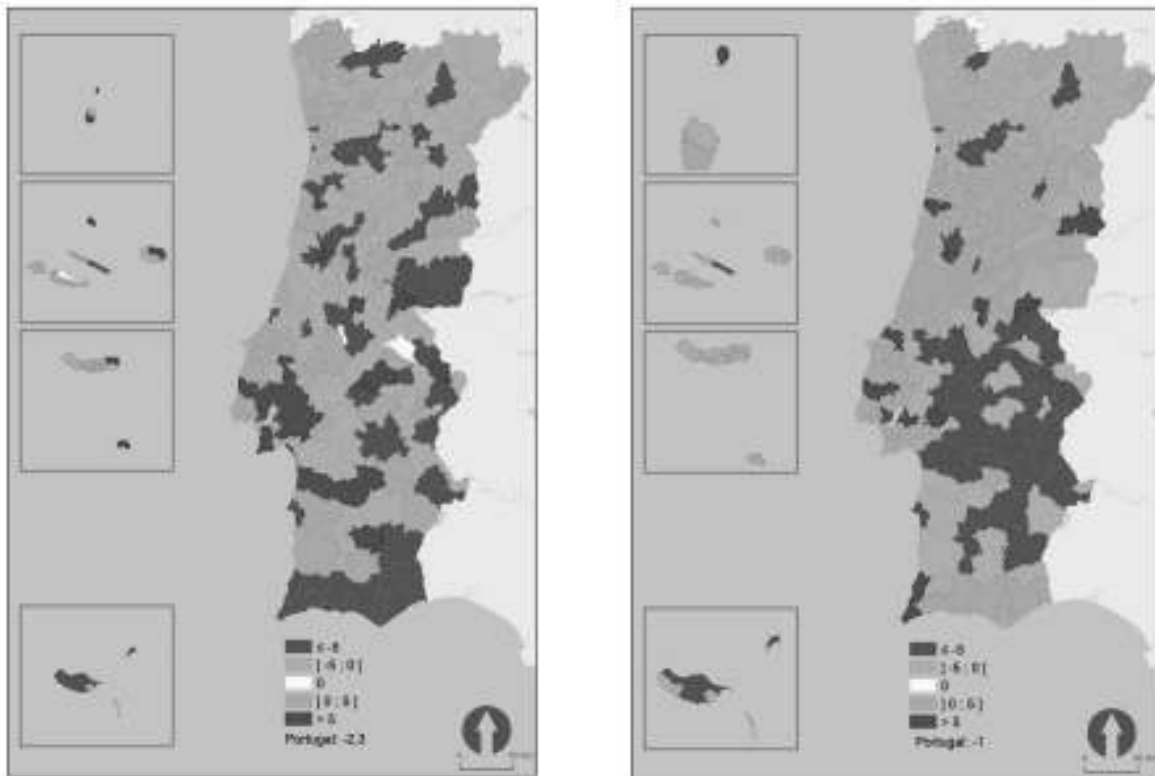


Figure 27. Taux de croissance migratoire par municipalité en 2011 (à gauche) et en 2015 (à droite), pour mille.
Source statistique : INE.

La dispersion territoriale du taux d'accroissement naturel reflète aussi les effets de la crise. D'une part parce que la baisse de la natalité est visible dans toutes les municipalités et, d'autre part, parce que la concentration se produit dans les municipalités économiquement plus actives et disposant de revenus plus élevés, en particulier dans l'Algarve et dans les municipalités de la région métropolitaine de Lisbonne et du centre littoral. Dans le Nord demeurent les régions où traditionnellement se maintient un taux de fécondité élevé, mais où se manifeste aussi, de manière récente, une relance économique liée au tourisme autour du « Grand Porto » et d'autres centres urbains de renommée internationale. D'ailleurs le tourisme s'est de plus en plus révélé être un important moteur de développement sur tout le territoire portugais.

Une analyse de la dynamique des migrations internes par groupes d'âges entre les recensements a confirmé que les régions côtières sont bien les « bénéficiaires des flux migratoires tandis que celles de l'intérieur en sont à l'origine » (Silva, 2013 p.36).

3. Les politiques sociales face à la crise : pas d'effet amortisseur

Au Portugal, depuis 2011, les politiques sociales n'ont pas eu un effet amortisseur de la crise. Bien au contraire, l'imposition d'une réduction de la dépense par la *troika* s'est traduite par une limitation du soutien social de l'Etat. Les politiques sociales sont devenues particulièrement vulnérables et les limitations se traduisent par la « réduction du soutien économique aux individus, aux familles, aux enfants et aux personnes âgées » (Observatório das Famílias 2016, p. 16).

En ce qui concerne les ménages, les allocations ont été réduites et limitées aux ménages plus pauvres. De 2010 à 2011 le nombre d'enfants ou de jeunes recevant des allocations familiales a diminué de 1 821 952 à 1 357 575. Et, en 2016, ce nombre est plus bas encore : 1 209 452. Mais d'autres formes de soutien ont été également limitées, notamment celles touchant les titres de transports scolaires, les allocations parentales, les prestations de maladie ou l'allocation pour décès.

Le revenu minimum aux familles (RSI - *Rendimento Social de Inserção*) a diminué d'environ 22% entre 2010 et 2012 ; les prestations destinées aux plus âgées ont aussi diminué. La situation s'est aussi aggravée car les conditions d'accès sont devenues plus restrictives³⁴. Entre 2010 et 2012, plus de 100 000 bénéficiaires ont perdu leurs prestations et la proportion de bénéficiaires âgés de plus de 54 ans a progressé de 10,1% en 2012 à 15,4% du total de bénéficiaires en 2016 (figure 28).

Si le soutien de l'Etat a diminué, simultanément on a assisté à une augmentation de la charge fiscale ce qui a exercé une pression accrue sur les ressources des ménages. D'après l'OCDE (2016), le Portugal compte parmi les pays où l'augmentation fiscale a été la plus forte. Les impôts sur le travail (IRS) ont augmenté de 4,5% pour les ménages unipersonnels avec un salaire moyen et de 3,5% pour un couple avec deux enfants dont un seul adulte gagne un salaire moyen (Observatório das Famílias, 2016).

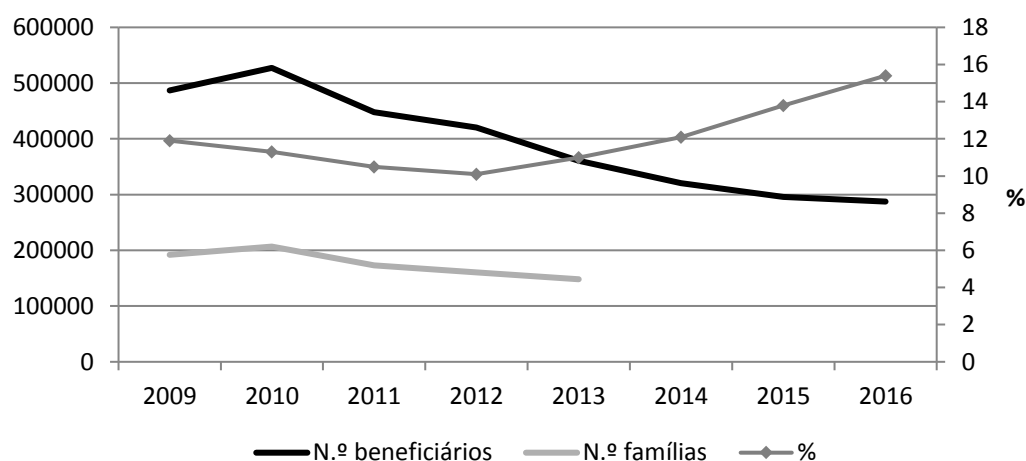


Figure 28. Nombre de bénéficiaires et de foyers allocataires du RSI et pourcentage de bénéficiaires âgés de plus de 54 ans.

Source statistique : Estatísticas da Segurança Social, 2014 ; PORDATA, 2017.

Pour faire face à la fragilité sociale, découlant de la crise un programme d'urgence social (PES) a été créé par le gouvernement en octobre 2011. Ce programme comprenait les mesures suivantes : une majoration de 10% des allocations de chômage pour les couples et les familles monoparentales avec enfants bénéficiaires de l'allocation familiale ; la mise en place d'un réseau de cantines sociales qui garantissaient des repas gratuits ou à des prix réduits, remboursés par la Sécurité Sociale en partenariat avec les institutions de solidarité sociale ; des tarifs

³⁴ Très récemment, en juillet 2017, des modifications ont été apportées au régime d'accès à l'RSI visant à le rendre plus accessible aux citoyens qui ont besoin d'une aide économique.

sociaux de transport) pour les personnes les plus vulnérables et aussi une tarification sociale de l'énergie (réduction sur les factures et l'accès au gaz naturel et à l'électricité).

Conclusion

La crise et l'austérité sont aujourd'hui moins « agressives » mais leurs effets se font toujours sentir et vont perdurer plusieurs années.

Le pays est en attente : la population portugaise a adopté une attitude défensive avec le report d'un grand nombre de leurs attentes comme le montrent quelques indicateurs démographiques. Le dernier changement de gouvernement (le gouvernement actuel est en exercice depuis novembre 2015) a créé un nouveau contexte socio-politique. Mais, pour le moment, bien que les indicateurs révèlent une reprise économique et un rétablissement progressif du niveau de vie, du point de vue démographique on ne sait pas encore si on assiste à une récupération ou seulement à la restitution de ce qui ne peut pas être retardé plus longtemps.

Références

- CES/OCA, 2013, *A anatomia da crise. Identificar os problemas para construir alternativas*. 1^o Relatório preliminar do Observatório sobre Crises e Alternativas. Coimbra: CES/OCA.
- EMN, 2012, *Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations*. Commission Européenne.
- Fonseca, Maria Lucinda, Abreu, Diogo, Esteves, Alina, 2016, A crise económica e os padrões de mobilidade geográfica da população imigrante em Portugal. *Comunicação V Congresso Português de Demografia*, Lisboa, 6 e 7 Out. 2016.
http://www.apdemografia.pt/files/VCPD2016_lucinda_fonseca_et_al.pdf
- Instituto Nacional de Estatística. Dados estatísticos. https://www.ine.pt/xportal/xmain?xpgid=ine_main&xpid=INE&xlang=en
- INE/FFMS (Eds.), 2014, *Inquérito à fecundidade*. Lisboa: Instituto Nacional de Estatística / Fundação Francisco Manuel dos Santos.
- Mateus, Augusto (coord.), 2015, *Três décadas de Portugal Europeu. Balanço e perspetivas*. Lisboa: FFMS. <https://www.ffms.pt/FileDownload/ec3cb491-e053-47b9-90a3-7affd6c15ce7/estudo-tres-decadas-de-portugal-europeu>
- Observatório das Migrações. Dados estatísticos. <http://www.om.acm.gov.pt/>
- Observatório das Famílias e das Políticas de Família, 2016, Relatório 2014-2015 Wall, Karin; Leitão, Mafalda; Correia, Sónia Vladimira; Ramos, Vasco. Lisboa: Observatórios do Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa.
- OCDE, 2017, *Health at a Glance 2017. OECD Indicators*.
- Oliveira, Catarina Reis & Gomes, Natália, 2014, *Monitorizar a integração de Imigrantes em Portugal. Relatório Estatístico Decenal*. Observatório das Migrações, 1.
<http://www.om.acm.gov.pt/documents/58428/179573/Monitorizar+a+Integracao+de+Imigrantes+em+Portugal.pdf/97646615-77c5-432a-af59-39c34f6037ce>
- OPSS, 2006, Relatório da Primavera 2016. Novos caminhos precisam-se. Observatório Português do sistema de saúde
http://www.opss.pt/sites/opss.pt/files/Relatorio_Primavera_2016_1.pdf

- Peixoto, João (coord.), 2016, *Regresso ao Futuro - A Nova Emigração e a Sociedade Portuguesa*. Lisboa: Gradiva.
- Peixoto, João, 2004, País de emigração ou país de imigração? Mudança e continuidade no regime migratório em Portugal. *Socius Working Papers*, 2, 1 27.
<https://www.repository.utl.pt/bitstream/10400.5/2028/1/wp200402.pdf>
- Pires, Rui Pena, Pereira, Cláudia, Azevedo, Joana, Espírito-Santo, Inês & Vidigal, Inês 2016, *Emigração Portuguesa. Relatório Estatístico 2016*. Lisboa: Observatório da Emigração e Rede Migra, CIES-IUL, ISCTE-IUL. DOI: 10.15847/CIESOEMRE032016
- Rodrigues, Carlos, Figueiras, Rita & Junqueiro, Victor, 2016, *Introdução ao Estudo - Desigualdade do Rendimento e Pobreza em Portugal, 2009-2014*. Lisboa: FFMS.
- Romano, Pedro, 2017, *Conhecer a crise. Dados e factos*. Lisboa: FFMS <https://www.ffms.pt/FileDownload/a67a645e-0486-4ee5-8b32-3aec4afbaba6/conhecer-a-crise>
- SEF, 2015, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2015*. https://sefstat.sef.pt/Docs/Rifa_2015.pdf
- SEF, 2014, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2014*. https://sefstat.sef.pt/Docs/Rifa_2014.pdf
- SEF, 2013, *Relatório de Imigração, Fronteiras e Asilo 2013*. http://sefstat.sef.pt/docs/rifa_2013.pdf
- Seixas, João, Tulumello, Simone, Corvelo, Susana & Drago, Ana, 2015, Dinâmicas sociogeográficas e políticas na Área Metropolitana de Lisboa em tempos de crise e de austeridade. *Cadernos Metrópole*. [online]. 2015, vol.17, n.34, pp.371-399. ISSN 1517-2422. <http://dx.doi.org/10.1590/2236-9996.2015-3404>.
- Silva, Carlos Jorge, 2013, *Migrações inter-regionais: fatores explicativos e modelos previsionais*. Tese de Mestrado Universidade de Aveiro.
- Teixeira, José Afonso, 2016, A crise económica em Portugal: impactos na perspetiva da coesão social e territorial. *Esbozos Revista de Filosofia Política y Ayuda al Desarrollo*, Feb. 2016/Nº 13, pp.27-38.